

SUR LA LUTTE COMMUNE DES ROUMAINS ET SERBES POUR LA LIBERTÉ SOCIALE ET NATIONALE, REFLÉTÉE DANS LES PÉRIODIQUES ROUMAINS ET SERBES DE BANAT, À LA FIN DU XIX^{ème} SIÈCLE ET AU DÉBUT DU XX^{ème} SIÈCLE

RÉSUMÉ

En Banat le journalisme date de la deuxième moitié du XVIII^{ème} siècle, quand sous le regne de Joseph II, par l'ordonnance impériale du 11 juin 1781, on a accordé la liberté de la presse.

Les premiers journaux serbes et roumains ont paru après la révolution de 1848.

C'est en 1851 que parut le journal serbe *Juzna pala* et en 1853, dans l'imprimerie de K. Traunfeller de Lugoj, la gazette *Lugoser Anzeiger*. La collaboration roumaine-serbe est très fructueuse sur le plan politique et culturel.

Les journaux et les revues roumains et serbes ont déroulé une intense campagne de presse pour faire connaître aux masses des citoyens les abus commis par les organes des comitats, qui, conformément à la politique du dualisme austro-hongrois, ont déployé une politique de dénationalisation forcée des peuples non hongrois de l'empire.

Les décisions du Congrès des nationalités d'août 1895, auquel ont participé plus de 400 délégués roumains, serbes et slovaques, ont établi le programme de l'alliance des partis nationaux, ainsi que l'aide réciproque pour réaliser ces décisions.

On a intenté d'odieux procès de presse tant aux journaux: *Narodnost*, *Dreptatea*, *Adevărul*, *Drapelul*, *Luminătorul*, *Vrsacka Kulla*, *Vrsacki vesnik*, *Zvono*, qu'aux collaborateurs et leurs rédacteurs qui ont été envoyée devant les instances judiciaires, quelques-uns étant condamnés à la prison et à de substantielles amendes, le mobile de la condamnation étant „instigation contre l'Etat hongrois“.

Luttant pour le respect d'une vie nationale libre des peuples, s'intégrant dans le context des événements et de la vie sociale et politique du temps, ayant un esprit d'orientation combatif, se plaçant sur la ligne de la conduite politique imposée par les intérêts de la bourgeoisie des nationalités opprimées, la presse a représenté un facteur important pour la défense des droits démocratiques des citoyens.